

Cyriaque Maixent Ebenga

Le Congo émergent en 2025 :  
réalité ou utopie ?

*Essai politique*



## **Du même auteur**

EBENGA Cyriaque Maixent, *Reconstruire le Congo-Brazzaville “ Une approche contractualisée”*, Editions Chloé des Lys Barry (Belgique) 2011.

EXTRAIT

*« Si tu n'espères pas,  
tu ne rencontreras pas l'inespéré. »*

EXTRAIT



*À ma mère, à celles et ceux qui, avec humilité et  
discrétion, œuvrent pour le développement du Congo.*

*A Jeannine,  
Une femme d'une incomparable beauté,  
Une amie d'une loyauté à toute épreuve,  
Une critique attentive et compatissante,  
Une mère folle de ses enfants,  
Une épouse parfaite.*



## Avant-propos

L'engouement né des indépendances s'est traduit par un espoir de voir l'Afrique sortir des ornières du sous-développement dans lesquelles elle s'était empêtrée. L'attente des jeunes États était de voir le continent s'acheminer dans le processus irréversible de développement. Un arrimage intelligent au commerce mondial semblait être la seule voie possible pour sortir de son retard. De nombreuses tentatives ont été amorcées, mais le bilan est là, révélateur : la crise du développement en Afrique est endogène et générale. La raison fondamentale est que l'Afrique n'a pas amorcé sa révolution agricole sans laquelle aucun développement n'est concevable. L'agriculture représente le secteur fondamental en termes d'emploi, d'autosuffisance alimentaire. Et puis, la transformation des produits issus de ce secteur permet la création d'une valeur ajoutée. Le monde paysan, largement majoritaire en Afrique, connaît de réelles difficultés qui ne lui permettent pas d'assurer le

minimum pour sa propre survie. À cela s'ajoute l'exode rural qui a pour conséquence, entre autres, la surpopulation des centres urbains où l'industrialisation embryonnaire, voire inexistante, n'arrive pas à absorber le flux.

L'origine de cette situation date de la période coloniale et les indépendances n'ont pas réussi à renverser cette tendance. Un autre facteur fondamental qui explique ce phénomène est lié au fait de vouloir transposer le modèle occidental du développement, alors que des disparités réelles existent quant à l'expérience des régions du continent. Les raisons pour les uns et les autres sont d'une part, les disponibilités de terres, les modes d'organisation sociale précapitalistes ainsi que les niveaux de productivité et la différence des technologies ; d'autre part, les structures du pouvoir en Afrique qui s'assimilent à « l'État providence ».

Les stratégies adoptées pour sortir du sous-développement reposent sur des politiques définies par les États et sont de trois types selon Halifah SALEH, sociologue chercheur. Il s'agit de « la politique d'assimilation », « du nationalisme économique » et de « l'intégration africaine »

Pour le premier aspect, il s'agit encore de la politique d'assimilation de l'économie de l'ancienne puissance coloniale. Dans les pays anciennement sous domination française, l'économie intégrée dans un schéma « les intégrant dans celle de la France pour

renforcement mutuel». Toutefois, force est de constater, aujourd'hui, l'échec d'une telle approche, car elle n'a pas permis de combler les écarts entre ces partenaires traditionnels. Au contraire, le fossé s'est agrandi entre la France et ses anciennes colonies malgré les discours d'intention. La revendication liée à l'intégration de l'Afrique dans le contexte international doit inciter à s'interroger sur les causes de l'échec d'une telle politique.

Le second aspect est le nationalisme économique. Cette approche marque une remise en cause de la politique d'assimilation au profit du nationalisme avec à la clé une politique d'autosuffisance. À la lumière du jeu économique, le nationalisme ne pouvait pas mener à l'émancipation économique. Le premier but était de réduire les disparités entre la production agricole et la transformation ainsi que la détérioration des termes de l'échange. Un autre facteur a été l'inadéquation entre les plans de développement et les investissements nécessaires à leur application. Là également le résultat se traduit par l'incapacité des dirigeants, tenants de cette approche, à transformer leur volonté politique libérale en réalité économique et il importe d'en déterminer les raisons.

Enfin en ce qui concerne l'intégration africaine comme troisième aspect, la figure qui a incarné cette approche est sans nul doute Kwamé Nkrumah, panafricaniste et ancien premier ministre du Ghana,

mort au lendemain de l'indépendance de son pays. Ce fut une politique qui n'a pas été suivie d'effets malgré la noblesse de la cause. Selon Halifah SALEH, Nkrumah soutient qu'aucun pays africain n'a une classe capitaliste disposant du capital nécessaire pour investir dans les entreprises concurrentielles sur le continent afin de reprendre les marchés des multinationales.

Il reconnaît et affirme avec force la mainmise des multinationales sur les politiques des États industrialisés. Ce qui amène ces sociétés à influencer sur la politique des gouvernements. C'est pourquoi il est allé en guerre contre la balkanisation des États africains et a été constant dans sa démarche pour l'unité de l'Afrique. C'était, à son avis, l'unique voie de sortie de crise pour le continent. Il plaidait déjà en faveur d'une banque africaine d'investissement. À titre d'exemple, Halifah SALEH, souligne que « la Banque Mondiale qui a reçu des contributions d'États à hauteur de onze milliards de dollars en 1997 pourrait créer un fonds de deux cent quatre-vingt-cinq milliards de dollars. Ceci montre ce que l'Afrique aurait pu réaliser si elle s'était dotée d'une banque d'investissement depuis les indépendances ». Nkrumah faisait appel à une intégration des peuples d'Afrique en faisant fi du tracé des frontières héritées de la colonisation et qui avait pour objet de parfaire leur œuvre de domination et d'exploitation.

## Introduction

Les chemins empruntés par les pays du Tiers-Monde depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la recherche d'un état de développement économique et social qui garantirait à leurs populations un niveau et une qualité de vie comparables à ceux qui prévalent dans les pays industrialisés, sont parsemés d'épithètes de thèmes majeurs et concepts que traduisent les slogans popularisés dont la durée de vie coïncide à peu près avec une, voire deux décennies.

Malheureusement, pour la plupart d'entre eux, le développement est toujours à la traîne.

Nous sommes au début du vingt et unième siècle, aux prises avec « la lutte contre la pauvreté », « l'appropriation » (des stratégies, programmes et projets) soutenue par « l'approche participative », l'aspiration au rang de « pays émergent », le « développement humain durable », « la bonne gouvernance » et tout cela avec pour cadre « la

mondialisation » qui marginalise les faibles.

La première décennie de l'indépendance, a été une période d'enthousiasme et d'euphorie politique au cours de laquelle se dénouaient progressivement et sans une stratégie de substitution autonome, les très étroits liens économiques et financiers, avec l'ancienne métropole, engagée de plus en plus profondément dans la construction européenne, d'abord celle des six, par le relais des Communautés Economiques Européennes (traité de Rome) auxquelles étaient rattachés les pays et les territoires d'Outre-mer associés.

Lorsque nous nous rendons compte que l'une des économies les plus puissantes du monde est dépourvue de matières premières, la question qui vient tout de suite à l'esprit est de savoir quels sont les obstacles qui s'opposent à « l'émergence » de celles des pays africains, et ils sont nombreux, qui se débattent encore dans les affres de la pauvreté.

Notre ambition de faire du Congo un pays émergent exigera un effort de longue durée.

Mais le plus important est de démarrer le processus, de mettre en place le cadre institutionnel favorable et d'appliquer, avec ténacité et avec détermination, le plan d'action retenu. C'est cette voie qu'ont suivie la Malaisie et Singapour, pour, en moins de trente ans, passer du statut des pays du Tiers-Monde (« Third World ») au groupe des pays nouvellement industrialisés (« First World »).

Eu égard à l'ampleur du programme de réformes, sa mise en œuvre sera davantage facilitée si elle est initiée par un gouvernement qui s'installe aux commandes de l'État, qui bénéficie alors de la confiance des populations et qui possède le temps minimal pour attaquer sereinement les importants chantiers de l'émergence.

Comme nous le rappellerons tout au long de notre propos, seul un leadership de qualité peut réussir l'émergence.

Cependant, il s'agit de faire émerger quoi ?

Est-ce que nous voulons un Congo de chômeurs, d'alcooliques, de bars ou des églises qui poussent comme des champignons ?

Où bien est-ce nous voulons un Congo de grandes industries, d'une grande agriculture et de services selon le concept du « Congo émergent » ? Mais ces performances et ces atouts ne sont pas pour tout le monde ! Sur le bord du chemin...

Il s'agit de répondre à ces questions. Et pour cela, il faut au préalable faire un diagnostic assez pertinent et impliquer les acteurs. Il ne s'agit pas de s'enfermer dans un bureau, d'envoyer des experts à la rencontre d'autres dans les bureaux pour discuter du projet Congo émergent. Il faut aller vers les acteurs, les rencontrer pour le leur soumettre et prendre leurs avis. Et si le diagnostic est bien établi, il sera alors facile de soigner le malade.

Il y a eu jusque-là, plusieurs programmes qui ont

été imaginé, il y a également eu plusieurs initiatives présidentielles pour prendre en charge les questions de développement. Il faut donc chercher à établir une bonne articulation entre le projet Congo émergent et la stratégie nationale de développement sociale. Il faut également établir une bonne articulation entre le projet Congo émergent et la stratégie de croissance accélérée.

Pour le Congo Émergent, il faut trois choses essentielles :

- une vision partagée par tous ;
- bâtir un consensus autour des projets et programmes, afin que la Vision soit partagée pour qu'elle ne soit ni une vue de l'esprit encore moins un simple slogan ;
- des investissements productifs et des projets structurants.

Sans ces leviers il sera difficile de parler d'émergence.

Le Président de la République, le premier ministre et les membres du gouvernement doivent donc se convaincre eux-mêmes de la nécessité d'enclencher la marche vers l'émergence, connaître le chemin et s'y engager avec foi et volontarisme. Le Congo ne pourra ainsi devenir émergent que si ses leaders sont en phase avec les exigences de l'émergence.

Ce leadership de qualité devra ensuite définir une méthode et si possible un « agenda » prioritaire ou liste de priorités, mieux une feuille de route.

Tout d'abord, il importe de concevoir une vision articulée autour d'un programme « Congo émergent » qui sera mis en œuvre sous la coordination d'une Délégation à l'Émergence rattachée à la Présidence.

Ce programme pourra s'inspirer des meilleurs exemples internationaux et se bâtir à partir des plans d'actions, globaux et sectoriels, déjà identifiés dans le pays en matière de réforme économique et de mise à niveau des infrastructures.

L'étape suivante sera de faire en sorte que les Congolais s'approprient la Vision du « Congo émergent ». La communication et l'éducation des populations au nouveau concept et aux nouveaux comportements véhiculés par la Vision devront particulièrement recevoir l'attention des autorités.

Surtout la cohérence de l'agenda sur la durée, demeure le facteur clé du succès.

C'est pourquoi un consensus est nécessaire entre les principaux partis politiques sur le programme « Congo émergent », et chaque nouveau gouvernement pourra alors consolider les acquis de son prédécesseur et initier les chantiers suivants, dans l'esprit de la continuité de l'État.

En définitive, le Congo possède tous les atouts pour devenir un prochain pays émergent africain. Le tout est de savoir s'y prendre et ne pas gâcher l'unique opportunité dont il dispose aujourd'hui pour transformer durablement le futur des Congolais.

La volonté et les objectifs sont clairs, le chemin

tracé. Il reste donc à transformer les paroles en actions et cela relève essentiellement du gouvernement et de l'administration congolaise.

EXTRAIT

# **Chapitre I**

## **Bilan de cinquante ans d'indépendance**

### **I – Quel bilan économique et social pouvons-nous dresser ?**

L'analyse de l'économie et du social d'un quelconque pays n'est pas purement une démarche comptable ou une lecture simple des statistiques, celles que l'on veut mettre à la disposition du public, c'est surtout une observation, un constat, une démarche scientifique qui consiste à chercher les vérités, à confronter les statistiques, les sources, voire à produire par soi-même les chiffres.

Dans le cas du Congo-Brazzaville, il est autant prétentieux d'évaluer des bilans économiques et sociaux, que d'analyser le résultat d'un quelconque scrutin électoral orchestré par un pouvoir qui régit la chose publique par la mystification de la réalité ; et

dans le cas du Congo-Brazzaville, il est absolument difficile d'évaluer des bilans économiques et sociaux dans un contexte où les statistiques produites sont instrumentalisées par ceux-là mêmes qui gèrent les politiques économiques et sociales du pays. Ceux qui reproduisent les statistiques telles que le FMI, la BM, et dont les pouvoirs sont limités : leurs plans, en règle générale, sont dictés de Washington, etc., et mis en forme au cours de brèves missions par des hauts responsables qui, dès leur descente d'avion, s'immergent dans les chiffres du ministère des Finances et de la banque centrale et, pour le reste, résident confortablement dans les hôtels de la capitale. La plupart de ces institutions internationales, on le comprendra, n'ont pas les moyens de contrôler la véracité des données et encore moins d'auditer les comptes des nations.

Bien qu'ils se positionnent, comme faisant partie de l'opposition congolaise au régime de Denis SASSOU NGUESSO, fervents défenseurs des idéaux de la pensée économique socialisante, certains adeptes de l'économisme font l'écho hystérique et grossier d'un développement certain du Congo, des acquis et des réalisations du régime dans le domaine de l'économique et du social. Ils vont jusqu'à élaborer des diagnostics et prescrire des remèdes. 5 % de croissance..., c'est un taux insuffisant pour ceci et pour cela... ; 15 % de chômage..., c'est une catastrophe ; 4 % d'inflation..., c'est un dérapage

dangereux, etc., comme si ces indices reflétaient réellement leurs niveaux.

Ces mêmes fervents défenseurs des idéaux de la pensée économique socialisante, colportent aussi et paradoxalement les quelques performances macroéconomiques à teneur ultralibérale (monétariste) que tentent désespérément d'exécuter les responsables incuries de la politique budgétaire et monétaire du Congo à savoir : la libéralisation des marchés, la réduction des déficits budgétaires, la diminution des fonctionnaires, la vente des entreprises publiques, l'assainissement des secteurs bancaires.

Outre qu'ils passent sous silence, comme le font les sherpas du régime, le constat fait par ces mêmes experts des institutions financières internationales sur les critères utilisés par les autorités Congolaises pour mesurer le degré de développement socio-économique et sectoriel du pays et qui sont de moins en moins en phase avec ceux des organismes internationaux ; ces mêmes adeptes de l'économisme passent aussi sous silence le constat de ces mêmes experts de l'état de non-performance des vrais indicateurs macroéconomiques.

Ces mêmes experts notent la fragilité structurelle de l'économie, le surendettement extérieur, les déséquilibres chroniques de la balance commerciale ; en somme l'insuffisance et l'absence d'une croissance économique soutenue pour résoudre le problème du chômage, la faiblesse de la demande intérieure, le

manque d'investissement privé intérieur et extérieur.

Cinquante ans plus tard, l'économie congolaise est à bout de souffle. Et ce n'est pas faire preuve de pessimisme que de dire que la situation est particulièrement grave, et les perspectives qu'elle implique pour le pays à moyen et long terme le sont d'autant. Piètre cette performance, quand on songe que rien n'a été fait pour la génération d'aujourd'hui et surtout celle de demain, qui viendra, mal éduquée et sans perspectives d'emploi, exprimer avec force leur désir d'émigrer.

Certes, le Congo est plus riche qu'il n'est développé. Mais à l'exception de certains pays du continent, la croissance moyenne et réelle du revenu du Congolais, qui était supérieur à celui de l'Asie dans les années 1960 décline depuis lors. Alors que les habitants de certaines régions en développement doublent leurs revenus en une décennie, on estime qu'il faudrait, au rythme actuel, cent quarante ans au Congo pour réaliser la même performance. Tandis que, dans les autres zones de la planète, la productivité augmentait à un rythme accéléré depuis 1960, elle décline au Congo.

En l'absence de ressources propres pour financer l'économie, l'équilibrisme macro-économique et financier, auquel se livrent depuis plusieurs années les autorités, ne reflète que les conditionnalités imposées par l'ajustement structurel et par le code de conduite fixé par le consensus de Washington : austérité